

Institut d'Economie Douanière et Fiscale

Questions du Grand oral

N°	Enoncé de la question
01	Traitez de manière essentielle la relation : balance commerciale – fiscalité et croissance économique, dans un contexte financier difficile.
02	Dans quelle mesure un système généralisé de subventions publiques (SGSP) va à l'encontre d'une allocation rationnelle des ressources financières disponibles, quel que soit le contexte ?
03	Compte tenu des nouvelles contraintes budgétaires, caractérisées principalement par une chute drastique des recettes fiscales, il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de mettre en relief la nécessité de rationaliser les dépenses publiques.
04	Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de proposer des mesures visant à atténuer le contentieux fiscal en Algérie et/ou en Tunisie.
05	Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de présenter des mesures à entreprendre pour assurer la continuité des grands projets d'investissement public pouvant être compromis par une situation financière difficile ?
06	Dans un contexte de baisse de recettes budgétaires, il vous est demandé en qualité de cadre au Ministère des Finances, de proposer des mesures essentielles permettant la satisfaction des besoins fondamentaux de la population.
07	Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de proposer des mesures permettant de concilier la hausse des ressources fiscales ordinaires et la nécessaire incitation à investir
08	Il vous est demandé, en qualité de cadre de l'Administration douanière, de proposer des mesures d'amélioration du rendement de l'Administration douanière.
09	Selon A. Laffer , « trop d'impôt tue l'impôt ». Quelles mesures suggérez-vous alors, en qualité de cadre au Ministère des Finances, pour assurer un meilleur rendement fiscal ?
10	Nos Etats font face à de nouveaux défis qui détermineront l'avenir de nos nations. La question de la gestion publique en est un, dans la mesure où l'Administration doit nécessairement passer d'une logique de moyens à une logique de résultats en matière de finances publiques. Il vous est demandé, en qualité de cadre au Ministère des Finances, de suggérer des mesures pouvant relever un tel défi.
11	Il vous est demandé de traiter, en qualité de cadre au Ministère des Finances, la question suivante : la réforme des finances publiques est-elle une nécessité ou un choix stratégique ?
12	Il vous est demandé d'avancer des propositions, dans le cadre d'une réforme fiscale, pour ne limiter le bénéfice du régime forfaitaire qu'aux seules personnes qui le méritent.
13	Vous êtes chargés de mettre en place une action de communication pour améliorer le consentement à l'impôt : Quels sont, alors, les principaux thèmes de cette action ?
14	Quelles sont les mesures fiscales susceptibles d'être prises pour encourager davantage l'investissement dans une période de crise ?
15	Il vous est demandé, en tant que cadre au Ministère des Finances, de présenter les avantages et inconvénients du mécanisme de retenue à la source en matière fiscale.
16	Comment selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, la décentralisation peut-elle être un moteur de développement économique ?
17	Pensez-vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, que la mise en place d'un système d'information (SI) peut mener à l'amélioration du service aux usagers et de l'efficacité de l'administration ?
18	Quelles sont selon vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, les mesures d'austérité et/ou de rationalisation budgétaire à prendre en période de crise ?

19	Que vous inspire, en tant que cadre au Ministère des Finances, la soutenabilité budgétaire ?
20	Pensez-vous, en tant que cadre au Ministère des Finances, que la TVA est un impôt injuste ?
21	Est-ce le budget qui est au service de la politique économique ou l'inverse ?
22	Le contrôle réalisé par les services de l'IGF en Algérie et/ou CGF en Tunisie est-il redondant par rapport à celui effectué par la Cour des Comptes ? Dites en quelques mots les arguments qui rapprochent ces deux contrôles et ceux qui les distinguent ?
23	Quel est l'intérêt de la détermination de l'origine des marchandises ?
24	Quel est l'intérêt du statut de l'opérateur économique agréé ?
25	Comment la douane peut-elle concilier l'impératif de facilitation et l'efficacité du contrôle ?
26	Quel est l'intérêt du système harmonisé de codification et désignation des marchandises ?
27	Quelles sont les méthodes de substitution à la valeur transactionnelle ?